

## Les spectres du Kosovo



| 12.04.11 | 15h37 • Mis à jour le

12.04.11 | 15h37

**L**a caillasse a raison de tout sur ces flancs pelés, qui semblent avoir été passés au chalumeau : l'herbe est marron, la terre ocre, la route vers le sommet épouvantable. Enfin, au bout de 12 km de montée et d'un énième virage qui accable les amortisseurs, la maison se dessine, sous un ciel azur immobile. Quelques fils barbelés en délimitent le périmètre. La bâtisse semble abandonnée. Elle ne l'est pas.

Nous sommes en Albanie, dans le village de Cahan, non loin de la frontière kosovare. Aïben Cahani, 39 ans, nous accueille à l'entrée de la maison. Ses chèvres paissent en contrebas, le linge claque au vent sur une corde tendue. Un rien méfiant mais de bonne composition, le paysan nous fait visiter. L'endroit est à peine habitable, les fenêtres éventrées. A l'étage, un brancard repose dans un coin. C'est le seul souvenir de la présence massive des combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) pendant la guerre de 1998-1999 contre la Yougoslavie de Slobodan Milosevic. Il avait fallu 78 jours de bombardements par les avions de l'OTAN, à compter du 23 mars 1999, pour faire plier celui qui avait les mains à peine sèches du sang bosniaque versé au début des années 1990.

Cette maison fut l'une des bases arrière de l'UCK en Albanie. *"A un moment, il y eut à Cahan jusqu'à 2 000 combattants, dit le fermier. On a été plusieurs, dans le coin, à leur indiquer le chemin dans la montagne pour amener des armes au Kosovo, par ânes et chevaux."* A l'étage, Aïben Cahani passe vite devant une pièce exiguë. C'est ici que des prisonniers de l'UCK auraient été détenus. Des Albanais, détenus par des Albanais, accusés d'avoir collaboré avec les Serbes, ou soupçonnés d'être des partisans d'Ibrahim Rugova. Vétéran de la lutte pour l'indépendance, celui-ci aurait eu le tort de croire à la voie pacifique, avec son parti, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK).

Nous avons retrouvé l'un de ces anciens prisonniers dans la province kosovare de la Drenica. Entouré de sa famille, "X" est témoin dans un procès en cours, à Pristina ; le premier concernant les lieux de détention de l'UCK, en Albanie. Il reçoit dans la grande pièce de sa maison, assis sur une banquette, près d'un poêle, un verre de jus de cerise à la main. Au mur, une affiche de la LDK et une photo de Bill Clinton.

Armé pour se défendre, X a refusé toute protection d'Eulex, la mission civile européenne au Kosovo. *"Je n'ai pas peur. On a combattu pour cette terre, je ne vais pas me soumettre."* Arrêté à la mi-avril 1999, X a été détenu à Cahan jusqu'au 20 juin. *"J'ai été souvent battu, avec un bâton, jusqu'à perdre conscience, dit-il en montrant les traces sur son menton et son crâne. A un moment, on a été jusqu'à 17 personnes dans une petite pièce de 2 mètres de long et 2,5 mètres de large. On ne pouvait pas se coucher, on était les uns sur les autres."* Tous albanais, sympathisants de Rugova.

Lorsque les ténèbres se dissipent peu à peu, mot à mot, crime par crime, sur la guerre de 1999 puis les années de règlements de comptes entre Kosovars, on découvre lentement ce qu'on pressentait : la légende de la lutte pour l'indépendance conduite par l'UCK en était bien une, de légende, au sens d'un récit fondateur pour un pays en landau, indépendant depuis février 2008.

Cette lutte a eu ses moments héroïques face à l'entreprise criminelle du régime de Slobodan Milosevic, basée sur le nettoyage ethnique, qui a causé la mort de l'écrasante majorité des 13 000 victimes du conflit et poussé des centaines de milliers de réfugiés sur les routes ; elle a eu aussi ses secrets moins glorieux. Aucune symétrie n'est possible entre les deux parties ; aucune impunité non plus. Sur les 53 plus graves crimes de guerre (plus de 10 victimes) recensés par Eulex au Kosovo, 10 ont été commis par des Albanais.

Au total, la Mission européenne compte toujours 1 875 personnes disparues pendant le conflit et jusqu'à début 2000, dont 535 non-Albanais, des Serbes pour l'essentiel. Retrouver les corps est un enjeu politique et mémoriel. Une nouvelle méthode de localisation des fosses communes va être éprouvée par Eulex dans les prochains mois. Elle repose sur des photos aériennes et des images satellites, recoupées avec d'autres informations (témoignages, cartographie, etc.). Encore faudrait-il que l'Albanie collabore enfin.

Au Kosovo, le silence est la moindre des politesses. Dans une société clanique, rien ne doit être dit ou accompli contre les siens. Un procès sans précédent s'est ouvert il y a quelques semaines à Pristina contre deux commandants de l'UCK. La moitié des témoins se sont déjà retirés, selon une source judiciaire. Pourtant, en décembre 2010, un coup de tonnerre a retenti, avec la publication du rapport du Conseil de l'Europe sur les soupçons de trafic d'organes, organisé après la guerre, entre juin 1999 et août 2000.

Selon l'enquête du député suisse Dick Marty, plusieurs dizaines de prisonniers serbes mais aussi albanais - considérés comme des traîtres à la patrie par l'UCK - ont été arrêtés, emprisonnés et maltraités dans des lieux de détention en Albanie. Triés, certains auraient été conduits jusqu'à une maison à Fushe Kruje, où ils auraient été exécutés. Puis des médecins leur auraient prélevé des organes destinés à être vendus à l'étranger.

Un homme se trouve au coeur des accusations de Dick Marty. Ancien cadre de l'UCK, aujourd'hui député du parti au pouvoir (PDK), Shaip Muja a été conseiller du premier ministre kosovar Hashim Thaci pour les questions de santé, jusqu'à récemment. Selon le rapport, il aurait joué un *"rôle capital"* pendant *"plus de dix ans"* dans des réseaux internationaux spécialisés dans le trafic d'êtres humains et les actes chirurgicaux illicites. Pour M. Marty, M. Muja aurait été impliqué dans le trafic présumé d'organes après la guerre.

Cordial et volubile, Shaip Muja nous rencontre dans un café de Pristina. Ses belles mains manucurées, ses petites lunettes rectangulaires et son ton mesuré permettent difficilement d'imaginer ce que fut sa vie d'activiste de l'UCK. Arrêté dès 1989 avec son frère alors qu'il était étudiant en médecine, il a combattu le régime Milosevic sans répit. Pendant la guerre, il était membre de l'état-major de l'UCK, chargé de la santé. Basé en Albanie, il se serait uniquement occupé, à l'en croire, *"de l'accueil des réfugiés, du transport de médicaments, en collaboration avec des ONG du monde entier"*. Des centres de détention ? Pas au courant. *"A l'époque, dans le nord de l'Albanie, il y avait beaucoup de services secrets étrangers, militaires et civils..."* Comprendre : comment imaginer que les Occidentaux aient pu tolérer des crimes de guerre ?

Shaip Muja se dit *"prêt à rendre (son) immunité pour se confronter à la justice et répondre à un rapport diffamatoire, qui salit le Kosovo et met en danger la stabilité de la région."* Il prétend ne jamais avoir eu d'*"activités illégales et inhumaines."* Au sujet des soupçons de trafic d'organes, il se veut précis. *"Techniquement, la possibilité de faire une transplantation n'existait pas. Ensuite, comment imaginer le passage des organes à l'aéroport, contrôlé par les forces internationales ? Enfin, quels hôpitaux accepteraient de collaborer et de prendre ces organes ?"*

Ancienne figure politique de l'UCK, aujourd'hui premier ministre du Kosovo, Hashim Thaci a aussi troqué le treillis pour le costume il y a longtemps. Sa version est identique à celle de Shaip Muja. *"Notre guerre était propre. L'UCK n'a pas commis de crimes, elle a respecté les standards internationaux. Sinon, croyez-vous que l'OTAN et l'Union européenne nous auraient soutenus ? Je suis fier d'avoir mené cette lutte pour mon peuple. Même si je suis conscient que des éléments de mauvaise foi ont voulu abuser de l'uniforme de l'UCK pendant et après le conflit."*

Une guerre *"propre"*, tout juste quelques moutons noirs. Rien à voir avec le *"mode d'action systématique"* dénoncé par le rapport Marty, la *"stratégie globale, préméditée et évolutive"* de violence, les *"listes des noms"* de collabos qu'aurait établies l'UCK. Dans le monde politique kosovar, cette vision édulcorée n'est pas loin de faire l'unanimité, même chez les opposants. Prenez Florin Krasniqi. Cet homme d'affaires, qui a fait fortune aux Etats-Unis, est un proche d'Albin Kurti, le leader du mouvement nationaliste Vetevendosje !, qui dénonce la présence internationale au Kosovo. Selon lui, Hashim Thaci *"dirige le Kosovo comme un gangster"*. Mais M. Krasniqi se dit *"fidèle"* aux idéaux de l'UCK.

A partir de 1998, Florin Krasniqi a commencé à récolter des armes et des fonds pour l'UCK, près de 30 millions de dollars au total (20,7 millions d'euros). *"J'ai apporté en Albanie des sacs entiers d'argent. Pendant les bombardements de l'OTAN, en une seule soirée à New York, j'ai récolté 4 millions de dollars. C'est stupide de penser qu'on avait besoin de faire un trafic d'organes !"* Florin Krasniqi souhaite que la justice passe au plus vite, tout en mettant en garde de ne pas comparer les *"crimes organisés des Serbes"* et les *"crimes individuels albanais"*.

Les accusations de Dick Marty sur le trafic d'organes ont un effet vertueux : imposer le passé comme un enjeu contemporain. Pas d'avenir dans l'UE sans un traitement honnête de l'Histoire. Après l'inertie des années 2000, où la Minuk - la Mission des Nations unies administrant le pays - et les militaires de la KFOR privilégiaient la stabilité politique au détriment des impératifs du droit, l'impunité se dissout lentement. Les enquêtes avancent, sous la conduite d'Eulex, qui va devenir - c'est écrit - de plus en plus contestée, en mettant en accusation d'anciens cadres de l'UCK.

A la mi-mars, 9 vétérans ont été arrêtés et leur ex-chef entendu. Il s'agit du vice-président du PDK au pouvoir, Fatmir Limaj, l'un des commandants les plus éminents de l'UCK. Il fut le chef de la 121<sup>e</sup> brigade, responsable pendant la guerre, selon Eulex, de tortures et d'assassinats. Premier Albanais jugé par le Tribunal pénal international de La Haye, Limaj avait été acquitté pour les mêmes faits en 2005 dans des conditions troubles, des intimidations sur témoins.

Sous l'égide d'Eulex, 11 inculpés sur 13 pour crimes de guerre ont été des Albanais, a compté le quotidien kosovar *Koha Ditore*. *"Jusqu'à l'automne 1999, il y a eu une période de nettoyage, de représailles, de crimes, souligne Matti Raatikainen, chef de l'unité d'enquête sur les crimes de guerre à Eulex. Il y avait comme un schéma pour terminer quelque chose."* Son département est saisi uniquement de faits commis entre l'été 1998 et le 12 juin 1999, date de l'entrée des troupes de la KFOR au Kosovo. Au total, 600 dossiers : Serbes contre Albanais, Albanais contre Serbes, Albanais contre Albanais ou Roms. *"Officiellement, tout ce qui a suivi le 12 juin n'est pas des crimes de guerre, dit M. Raatikainen. Mais bien sûr, il est difficile de faire la distinction. Les mêmes personnes ont commis les mêmes crimes après le conflit."*

A Paris, un connaisseur du Kosovo, au sein des services français, nous avait avertis : *"Il y a eu une sorte d'épuration après le conflit contre les Serbes, façon France en 1945, avec une véritable haine pour les collabos, réels ou supposés."* A la guerre comme à la guerre, d'accord. Mais après la guerre ? Comment a-t-on pu tolérer des enlèvements, des assassinats, dans un petit pays sous administration internationale, supervisée par les Nations unies, puis l'Union européenne ? *"Il y a eu des divergences fortes entre le TPIY et la Minuk sur certains dossiers albanais pour des raisons politiques. La Mission des Nations unies avait besoin du soutien du leadership kosovar de l'époque, sur lequel on enquêtait"*, se souvient un ancien conseiller de Carla Del Ponte, procureure du tribunal de La Haye jusqu'à fin 2007.

*"L'OTAN ne coopérait pas avec nous, dit l'ancienne magistrate suisse. Lorsque nous demandions à examiner certains de leurs rapports, la KFOR (la force déployée par l'Alliance au Kosovo après la guerre) nous disait qu'il fallait s'adresser directement aux Etats membres." A Pristina, les critiques contre la présence étrangère sont de plus en plus tranchantes. "Le rapport Marty est une accusation directe contre les vacances prolongées de la communauté internationale ici, assure Veton Surroi, fondateur du quotidien Koha Ditore et président du Foreign Policy Club. Une énorme quantité d'argent a été dépensée depuis douze ans pour préserver l'illusion que cet endroit fonctionne."*

Cette continuité entre le conflit et la période qui l'a suivi a été mise au jour de façon spectaculaire par un homme, sorti de l'ombre fin novembre 2009. Nazim Bllaca, ancien membre de l'UCK et du SHIK, le service de renseignements du Parti démocratique du Kosovo (PDK), a décidé de s'accuser lui-même de crimes commis à la demande de ses supérieurs. Il s'est présenté devant les journalistes avec un DVD, où il avait recensé 17 assassinats et tentatives d'assassinats commis entre mi-1999 et 2003. Les cibles : des cadres du parti rival, la LDK, et des témoins devant comparaître devant le TPIY, à La Haye. Nazim Bllaca affirme qu'il a lui-même exécuté l'une des victimes. Depuis ces révélations, qui lui vaudront à coup sûr une condamnation, il a été placé en résidence surveillée et a collaboré à plusieurs enquêtes d'Eulex.

Pour passer devant les militaires italiens qui gardent sa maison dans le village de Ribar I Madh, près de Lipjan, nous avons prétendu compter parmi ses connaissances. Nazim Bllaca est ravi de voir un journaliste occidental. Sa soif de lumière est égale à sa longue pratique de la clandestinité. Son cas divise au sein même d'Eulex, une institution loin d'être monolithique. Un conseiller souligne que Nazim Bllaca *"a fréquenté des psychiatres et souffre d'un problème de double personnalité"*. Un magistrat très informé affirme, au contraire, que le témoin *"dit des choses crédibles, que nous avons corroborées, même s'il a une personnalité curieuse"*.

Deux heures en tête à tête suffisent pour affirmer que Nazim Bllaca n'est pas fou. Il maîtrise les dates, les noms, les circonstances. Mélange explosif de volonté et de nihilisme brut, il anticipe les interrogations, les accueille d'un oeil narquois. *"En 1995, j'ai commencé par enseigner la géographie à l'école, à Stimje, se souvient-il. Pendant les six premiers mois de 1998, je me suis retrouvé en Suisse. C'est là que j'ai décidé d'entamer un nouveau chapitre dans ma vie, en devenant membre de l'UCK."* L'organisation monte en puissance sur le terrain ; elle a besoin de nouveaux bras.

Nazim Bllaca intègre la fameuse 121<sup>e</sup> brigade de Fatmir Limaj. *"C'est l'une de celles qui ont commis le plus de crimes restés impunis. J'ai participé à plusieurs kidnappings. Trois dans mon village, quatre dans un village voisin. J'ai été directement responsable de quatre enlèvements. Ces personnes ont été emmenées à Klecka, puis peut-être transportées dans le nord de l'Albanie. Ce sont les hauts responsables de l'UCK qui décidaient de leur sort. Nous, on exécutait les ordres."*

Début octobre 1998, Nazim Bllaca est blessé. Il revient sur le front en mars 1999. Sa mission : contrôler les positions avancées de l'UCK. Il fréquente les cadres de la guérilla. On lui propose d'intégrer le SHIK. L'opération de l'OTAN s'achève et les troupes de la KFOR entrent au Kosovo. C'est un temps de confusion, de flottement. Nazim Bllaca est plus sollicité que jamais. *"C'est alors qu'on a commencé une série d'assassinats."* Le premier a lieu le 15 juin, dans le village de Varigoc. *"C'était un espion de la Serbie... mais non, se reprend-il, c'était un analphabète, un petit calibre."*

Le grand soir, pour Nazim Bllaca, celui où il tient l'arme du crime, intervient le 6 août, à Pristina. La victime est Ibush

Kllokoqi, vétéran de la police secrète yougoslave. *"Je l'ai vu 30 secondes à sa porte, il nous a demandé ce qu'on voulait. Je l'ai tué avec une arme automatique Scorpion, j'ai dû tirer 10-15 balles. Ma crédibilité en a été renforcée. J'étais dans l'idée que j'agissais pour mon peuple."*

Le responsable de cette cellule d'agents spéciaux, selon Nazim Bllaca, était Azem Sylja, cadre de l'UCK, très proche d'Hashim Thaci. Combien y a-t-il eu d'assassinats, dans ces années post-conflit ? Des centaines ? *"Oui, un très grand nombre, difficile à dire. Notre guerre de l'après-guerre avait trois dimensions : tuer des collaborateurs, tuer des gens de la LDK et tuer des Serbes. Moi, Bllaca, j'ai participé aux assassinats du groupe des collabos. Ces trois dimensions se sont réalisées sous la supervision de Thaci, entre juin et décembre 1999."*

Au cours de notre entretien, le premier ministre n'a pas voulu parler de ce témoin sulfureux. Tout juste a-t-il lâché : *"Je ne tolérerai pas que la justice soit manipulée par des malades mentaux."* A Eulex, on se montre aussi prudent sur ces accusations terribles. Officiellement, le SHIK a été dissous il y a trois ans, mais à Pristina, on considère qu'il conserve toute son influence. *"Nous n'avons pas démontré à ce jour que le SHIK était responsable des règlements de comptes, avec un projet global, explique un magistrat européen. Dans les instructions, nous mettons en cause des individus."*

Il faut aussi mesurer les obstacles politiques. Hashim Thaci continue d'être soutenu par les Américains, qui voient en lui un partenaire gérable. Pourtant, les services occidentaux connaissent bien le SHIK : plusieurs sources évoquent des contacts permanents, au cours des années de l'après-guerre. La confusion entre activités criminelles et renseignement était connue. Et volontairement ignorée.

Nazim Bllaca explique qu'à partir de 2003, son groupe s'est engagé dans les représailles contre les témoins prêts à venir devant le TPIY. *"Il fallait les suivre, les menacer, en tuer certains, donner de l'argent à d'autres."* Les assassinats des rivaux politiques, eux, cessent dès lors qu'une coalition PDK-LDK se constitue au Kosovo. Une page se tourne. Nazim Bllaca commence à prendre ses distances avec ses partenaires. En 2007, il décide de quitter le pays, apprenant que sa tête est mise à prix, pour 100 000 euros. En mai 2009, il revient au Kosovo et se cache dans la forêt pendant plusieurs mois, avant de se décider à collaborer avec Eulex.

Aujourd'hui, Nazim Bllaca croit que son exemple va délier les langues. Mais le problème de la protection des témoins reste entier. Poster quelques militaires près d'un domicile ne résout rien. Il y a aussi la famille à défendre. La seule solution viable serait la promesse d'une nouvelle vie, ailleurs en Europe. Mais qui serait prêt, en ces temps de disette budgétaire, à en assumer le coût ? La police kosovare prévoit d'inaugurer son propre programme de protection. Mais les fuites, les dénonciations ont été si nombreuses depuis dix ans, que la confiance est encore loin, très loin, d'être acquise. Au Kosovo, parler reste dangereux pour la santé.

## Piotr Smolar

Article paru dans l'édition du 13.04.11

---

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe |

**Journal** d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

---